

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr.; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE: Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr.; -- L'abonnement continue, sans avis contraire. ANNONCES: 20 centimes la ligne. RÉCLAMES: 25 centimes -- On traite à forfait

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE-GÉRANT: A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A Lille, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A Paris, chez MM. Havas-Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8; A Bruxelles, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARDON et FILS, 26, Chaussée d'Alsberg, à Saint-Gilles-bruelles

Heures de départ des trains: Roubaix à Lille, 5 h 13, 7 h 18, 8 h 43, 9 h 43, 11 h 16, m., 12 h 23, 1 h 58, 3 h 39, 5 h 13, 6 h 18, 7 h 28, 8 h 28, 9 h 38, 11 h 08, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 h 38, 7 h 18, 8 h 45, 10 h 18, 11 h 23, m., 1 h 26, 2 h 45, 5 h 10, 5 h 38, 7 h 18, 8 h 23, 10 h 36, 11 h 38 Lille à Roubaix, 5 h 15, 6 h 55, 8 h 22, 9 h 55, 11 h 05, 12 h 57, 2 h 22, 4 h 47, 5 h 20, 6 h 55, 8 h 00, 10 h 13, 11 h 45. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 h 05, 7 h 10, 8 h 05, 9 h 40, 11 h 15, 1 h 50, 3 h 31, 5 h 05, 6 h 07, 7 h 20, 8 h 18, 9 h 28, 11 h 00. Mouscron à Lille, 6 h 52, 9 h 22, 11 h 57, 3 h 13, 4 h 47, 5 h 49, 7 h 02, 9 h 05

DIMANCHES ET FÊTES: Tourcoing à Mouscron, 7 h 27, 7 h 36 soir; Mouscron à Tourcoing, 8 h 00 soir

BOURSE DE PARIS	
DU 12 DÉCEMBRE	
3 0/0	62 60
4 1/2	89 75
Emprunts (5 0/0)	99 15
DU 14 DÉCEMBRE	
3 0/0	62 45
4 1/2	89 75
Emprunts (5 0/0)	98 00

ROUBAIX, 14 DÉCEMBRE

BULLETIN DU JO

Thiers et à la République, était un diplomate des plus médiocres, puisqu'il voulait aider à notre reconstitution, pendant que lui, Bismark, est un politique de haute volée en poursuivant notre abaissement.

Tachons de mettre les opinions de M. de Bismark assez en lumière pour qu'on ne soit pas moins bien édifié en France qu'en Prusse sur les inconvénients et les avantages de la forme républicaine. M. de Bismark ne redoute pas de voir la France rester en république, sous prétexte, comme le pensait M. d'Arnim, que l'idée républicaine pourrait gagner du terrain en Allemagne. Oh! il n'a peur ni de la république ni de la Commune et il ne serait pas même éloigné, n'étaient ses sentiments d'humanité (!), d'accueillir favorablement une nouvelle insurrection communarde. Citons les déclarations de M. de Bismark à M. d'Arnim:

« Je suis persuadé qu'aucun Français ne songerait jamais à vous aider à reconquérir les bienfaits d'une monarchie si Dieu faisait peser sur nous les misères d'une anarchie républicaine. C'est une qualité éminemment allemande que de montrer une pareille bienveillance pour le sort d'un voisin ennemi. Mais le gouvernement de Sa Majesté a d'autant moins de raisons de suivre ce penchant naturel, que tout le monde connaît les conversions colossales opérées depuis l'expérimentum in corpore vili fait avec la Commune sous les yeux de l'Europe. Des rouges sont devenus des libéraux-modérés et ceux-ci sont devenus des conservateurs. La France nous sert d'exemple salutaire. »

« Si la France représentait devant l'Europe un second acte du drame interrompu de la Commune (chose que je ne désire point par humanité), elle contribuerait à faire apprécier davantage aux Allemands les bienfaits d'une constitution monarchique et augmenterait leur attachement aux institutions de la monarchie. »

« Nos besoins exigent que la France nous laisse en paix et que nous l'empêchions, au cas où elle ne voudrait pas respecter la paix conclue, de trouver des alliés. Tant qu'elle n'a pas d'alliés, nous n'aurons rien à craindre d'elle. »

« Tant que les monarchies marcheront d'accord, la république ne pourra rien leur faire. C'est pour cette raison que la république française trouvera très-difficilement un allié parmi les Etats monarchiques. Ceci est ma conviction, et elle m'empêche de conseiller à Sa Majesté de contribuer à encourager le droit monarchique en France, qui implique pour nous un raffermissement de l'élément ultramontain qui nous est hostile. »

Voilà pourquoi M. de Bismark aime la république et la Commune en France; nous affaiblir et nous donner comme des lottes en spectacle à l'Europe monarchique pour la dégoûter de la république, tel est le programme du chancelier prussien.

Voici une lettre confidentielle de M. de Balen à M. le comte d'Arnim, en date du 23 novembre 1872 que les journaux républicains feraient bien de mettre sous les yeux de leurs lecteurs:

Les déductions qu'il plait à Votre Excellence de tirer du régime gouvernemen-

tal actuel de la France ne sont nullement conformes à celles que tire M. le chancelier, qui est d'avis qu'il faut régler avant tout l'indemnité de guerre et les autres stipulations du traité de paix. M. le chancelier pense que l'Allemagne doit laisser les affaires françaises suivre leur cours actuel, ou du moins ne pas s'y opposer par des déductions ou des plans bien arrêtés. Dans certaines conditions données, nous pourrions favoriser les éléments dont l'action est dans notre intérêt; mais nous devons attendre que ces éléments apparaissent et nous abstenir de les exploiter à la manière des conspirateurs. « La France monarchique » ment constituée sera pour nous un danger bien plus grand que celui que la conduite des institutions républicaines pourrait faire surgir. Le spectacle que ces situations nous présentent est plutôt fait pour servir d'épouvantail.

Avec les légitimistes surtout, nous ne pouvons pas marcher d'accord, ils sont toujours papalins. Tant que nous serons en guerre avec la curie, guerre dont il est difficile de prévoir la fin, nous ne pourrions pas favoriser l'élément légitimiste. L'idée que toute autre forme de gouvernement en France que la forme républicaine serait inacceptable pour nous est une idée qui va un peu trop loin et ne sera que difficilement défendue par la presse que nous inspirons. Mais il ne faut pas non plus oublier que si nous prenions partie pour une autre forme de gouvernement, nous recueillerions ainsi toute la haine de ses ennemis. Par la nous mettrions la France dans la possibilité de trouver des alliés, car, qu'elle ne peut prouver dans sa situation actuelle.

M. le chancelier trouve que c'est la faute ordinaire de la politique allemande de se préparer trop tôt à des événements qui pourraient se produire dans un sens déterminé. Signé: DE BALEN.

Le 20 décembre 1872, c'est M. le prince de Bismark qui écrit lui-même:

Je considère comme probable que le paiement de l'indemnité de guerre aura lieu, si M. Thiers reste au pouvoir, ou si les affaires gouvernementales suivent du moins un cours régulier et normal. Je crains, au contraire, que nous ne soyons de nouveau forcés de tirer l'épée pour obtenir ce qui nous est dû, si, par suite de violents bouleversements, une République était créée et qu'il arrivât au pouvoir des hommes d'une autre catégorie. C'est à cause de cette éventualité qu'il est de notre intérêt de ne pas affaiblir nous-mêmes le gouvernement actuel et de ne pas contribuer à sa chute. Il en serait autrement si l'un des prétendants monarchiques s'emparait du pouvoir. « Les puissances nous inviteraient amicalement à faire à la Monarchie, au point de vue du paiement des milliards, des concessions que nous avons refusées à la République. »

Notre devoir n'est certainement pas de rendre la France puissante en consolidant sa situation intérieure et en lui procurant la possibilité de conclure des alliances avec les puissances qui sont jusqu'à présent ses amis de l'Allemagne. L'inimitié de la France nous oblige de désirer que ce pays soit faible. Tant que la France n'aura pas d'alliés, elle ne sera pas dangereuse pour nous. D'un autre côté, je ne puis pas conseiller à l'empereur de favoriser la monarchie en France, parce que ce serait renforcer, l'ultramontanisme, qui est notre ennemi.

se disputant contre toute forme de gouvernement monarchique en France, les républicains travaillent donc à réaliser le vœu de la Prusse et de M. de Bismark, c'est-à-dire l'abaissement de la France.

LETTRE DE PARIS

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, dimanche 13 décembre. La séance d'hier n'a duré qu'une demi-heure. Cela n'a rien d'étonnant, puisqu'il est convenu qu'on ne se disputera pas avant le mois de janvier; c'est à qui ne prendra pas l'initiative des interpellations, questions, demandes, capables de provoquer un débat irritant. Mais comme on se promet de se dédommager plus tard!

La conjonction se meurt, la conjonction est morte, disait hier gravement avant la séance un membre du centre droit à propos du discours prononcé par M. Corne, ce nouveau président du centre gauche. En effet, il n'y a plus d'illusions à garder à cet égard, le groupe présidé par M. Corne n'est plus qu'une des fractions de l'opposition, l'avant-garde derrière laquelle se massent les forces des deux gauches. On attribue à M. Bidard, député d'Ille-et-Vilaine, membre du centre droit, le propos suivant:

« Il n'y a plus qu'une gauche. Il faut que les hommes de bonne volonté s'entendent pour que, dans huit jours, il n'y ait plus qu'une droite. »

Nous ne savons si cette parole a été réellement prononcée; en tout cas, elle formule d'une manière précise le caractère de la situation qui va se dessiner dès le début de l'année 1875. Il est certain que, après la trêve forcée, observée en ce moment dans un intérêt industriel et commercial, il y aura un redoublement d'ardeur des partis; il est certain qu'il sera tenté un effort considérable en faveur de la République, et que l'opposition prendra l'initiative de l'attaque. L'Assemblée se trouvera alors divisée en deux parties à peu près égales, l'une soutenant, l'autre combattant le gouvernement, quel que soient les ministres qui le représentent.

Celui qui n'est pas moins certain c'est que l'alliance des conservateurs ne pourra se sceller que par l'abandon des lois constitutionnelles. Le centre droit n'y tient pas absolument, car il serait difficile de constituer sans reconnaître, au moins implicitement et pour six années, la forme républicaine; la droite en fait bon marché; les bonapartistes et l'extrême droite n'en veulent pas entendre parler. En revanche, il y a accord entre ces quatre groupes pour repousser la proclamation de la République. L'entente se fera donc pour une négation faite de mieux; mais elle se fera. C'est ainsi que M. de Fourtou arrivera à former une majorité à l'aide de laquelle le gouvernement pourra repousser les assauts des gauches réunies. N'oublions pas de constater que cette majorité sera renforcée de quelques membres du centre gauche, de ceux qui se sont abstenus de voter pour la nomination de M. Corne et qui se refusent à servir de compères à MM. Ledru-Rollin, Louis Blanc, Gambetta, Naquet, etc., et qui ne partagent pas la confiance intéressée de MM. Thiers, Casimir Périer et consorts.

Quand on prend de la liberté on n'en saurait trop prendre, tel est l'avis de M. le pasteur Pressensé, qui a obtenu une seconde lecture pour le projet de loi relatif à la liberté du culte religieux. Si la loi est acceptée, ce qui n'est rien moins que certain, tous les cultes pourront avoir leur église, leur temple, leur pagode sur le territoire français; on pourra se réunir pour adorer Jupiter ou n'importe quelle idole exotique; les athées et libres-penseurs pourront élever un autel à l'Être suprême ou à la déesse Raison, M. et Mme Hyacinthe Loysen tiendront église patentes; Quakers, Anabaptistes, Mormons, etc., tiendront boutique ouverte. Que de sottises se débiteraient! M. de Pressensé lui-même en serait scandalisé et rééditerait les lamentations de Jérémie.

M. Bocher, président du centre droit, a eu hier une conférence avec les membres du bureau de l'extrême droite; aujourd'hui il doit visiter les membres du bureau de la droite. Les feuilles républicaines se hâtent de déclarer qu'il n'y a là que des démarches de simple politesse; elles savent très bien à quoi s'en tenir.

Les députés bonapartistes, dans la réunion qu'ils ont eue hier matin chez M. Eschassériaux, ont constitué leur bureau. M. André, de la Charente, a été élu président. Dans cette séance, M. Rouher a traité la question de la liberté de l'enseignement; il s'est prononcé pour le principe de la liberté, mais, en ce qui concerne la collation des grades, il a émis l'idée de la formation de jurys mixtes. La réunion s'est rangée à son avis.

Hier, avant la courte séance de l'Assemblée, on faisait courir le bruit que le gouvernement proposerait prochainement l'émission d'un emprunt d'un milliard, destiné à couvrir les déficits des budgets et à compléter l'organisation de l'armée. On sait que pour 1875 on se trouve en face d'un déficit de 100 millions. Mais pour les couvrir, il ne serait pas nécessaire de recourir à l'emprunt, tandis que les hommes compétents persistent à croire à la nécessité d'un emprunt pour procéder à l'organisation immédiate de toutes nos forces militaires.

Le Conseil des ministres doit examiner demain s'il y a lieu de compléter dès le mois de février l'Assemblée nationale en convoquant à la fois les électeurs de tous les départements où il existe des vacances. Comme rien ne presse, il est probable qu'il ne sera pas pris de décision demain.

L'Almanach l'Aigle avait été saisi chez l'éditeur Lachaud. L'auteur, M. Paul de Cassagnac, a été appelé chez M. le juge d'instruction à propos d'un article qui avait déjà paru dans le Pays; à la suite de son interrogatoire, il a été rendu une ordonnance de non lieu. On assure que de nouvelles instances sont faites auprès du maréchal Canrobert pour qu'il accepte une candidature dans le Lot. Comme le maréchal n'est pourvu d'aucun commandement, il peut se faire qu'il accepte. Je vous engage à suivre attentivement les débats du procès d'Arnim; ils nous donnent des révélations curieuses concernant la France. C'est ainsi qu'ils nous font connaître un rapport de M. de Bismark à l'empereur dont nous ne citerons que ce passage: « Une République française trouverait difficilement contre nous un monarque pour allié. Cette considération ne permet pas au chancelier de conseiller à S. M. I. de favoriser l'établissement d'une forme monarchique en France. » Nous savons précisément que, dans ces derniers temps, la Russie et l'Autriche, qui ont à ce point de vue des intérêts tout dif-

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 15 DÉCEMBRE 1874.

L'ESCLAVE

PAR G. DE LA LANDELLE.

II. — APPRENTISSAGE. — (SUITE).

— Vraiment?... Je n'ai rencontré, moi, que des vents d'est. Bref, votre départ précipité, sans que nous eussions réglé nos comptes, m'a déterminé à venir faire une petite visite à mon excellent ami Quisto y Barreton, et, dès aujourd'hui, j'ai pris, avec son concours, toutes les mesures convenables.

— Sur ma parole, cher ami, dit Zurban, je comptais à mon retour d'ici passer par Cadix et m'acquitter envers vous.

— Eh bien, j'ai pris les devants; et vous ne ferez pas un voyage bien inutile, car, entre nous, votre crédit est entièrement ruiné sur notre place.

— Comme ici, ajouta Quisto y Barreton, trott pour trott, ou au comptant, c'est décidé.

être l'impertinence de rire. Mais les plaisanteries d'outre Pyrénées affectent volontiers la forme grave.

— Pour épargner des frais, dit simplement Berzilla, nous n'enversons pas de garnisaires à votre bord. Mais soyez assez prudent pour ne pas larguer une amarre sans que nos comptes soient réglés, car votre navire est notre gage. Impossible d'appareiller, et payement inévitable!

Zurban allait perdre d'un coup à peu près tout ce qu'il croyait posséder. Guignon sans pareil!

— Ruiné et bafoué ici comme à Morlaix! c'est la déveine! murmura le capitaine avec rage, dès qu'il fut sur les quais. — Plus de crédit! Quisto y Barreton, qui avait livré des marchandises et reçu des commandes, allait imiter Berzilla.

Zurban, tout en arpentant le terrain, faisait la balance de ses comptes. Il vendrait non-seulement sa pacotille, mais jusqu'à des objets d'armement, ses voiles de rechange, une ancre, des cordages, détestable ressource, car on allait spéculer sur ses embarras. Eh bien, malgré tant d'efforts, s'il ne trouvait pas à Ténériffe moins quinze cents ou deux mille francs, il ne s'en tirerait point.

Il cherchait les moyens, bons ou mauvais, de se rattraper aux branches. Ainsi qu'un joueur décaqué à toujours quelque tendance à devenir tricheur, Zurban se demandait, d'une part, comment il satisfaisait ses créanciers; de l'autre

comment il pourrait bien se constituer un certain capital aux dépens de ses armateurs, de ses assureurs ou de tous autres.

Il passait en revue les divers procédés de fraudes maritimes et commerciales connues sous le nom de baratteries. Il se souvint du temps où il pratiquait le contrebande, et il soupira. Il se souvint de celui où, sous pavillon espagnol, il faisait la traite des nègres. Dès lors, il fréquentait les Canaries où, désormais, la traite ne se faisait plus que sous peine de vie, mais où l'esclavage était encore en vigueur.

Comme Archimède après la découverte de l'alliage, il s'écria en se frappant le front:

— Trouvé!... Je vends Victor à bon prix, à très-bon prix, et ça me déguignonne!... Ah! papa Divoal, vous vous payez par vos mains; je me rembourserai par les miennes!

Sur ces réflexions, en vieil habitué de la place, il se dirigea vers la rueille grimpance où se trouve la posada Melchior, lieu de rendez-vous ordinaire de tous les aventuriers du pays.

Les coupe-jarrets que la récente législation n'avait pas découragés y tenaient leurs assises. C'était là qu'ils recevaient les avis des colons de Cuba ou de Porto-Rico, et les offres des traitants de la côte d'Afrique. La police locale, beaucoup plus tolérante que la justice, fermait les yeux. Les affaires n'allaient pas bien, tant il y a de gens que la peur de la corde fait réfléchir,

mais il y avait des compensations: — moins de concurrence, d'une part; de l'autre, bien plus de bénéfices.

Lorsque Zurban entra, dans le costume très-sportable qu'il avait pris pour se présenter chez son correspondant, tous les regards se dirigèrent sur lui avec un mélange de menace et de curiosité:

— Quel était cet intrus?... Un agent de l'autorité, un abominable philanthrope ou bien un acquéreur?

Certains imprudents abolitionnistes anglais, s'étant permis de prendre des renseignements à la posada Melchior, avaient eu à s'en repentir. Mais aussi plusieurs habitants des colonies d'outre-mer ou des Canaries même avaient eu à se louer d'y être venus.

Zurban, retrouvant à point son plus séduisant sourire, tendait la main à la Tornazasa, jaune et vieille diègne qu'il interpellait en espagnol:

— Hé quoi! l'on ne reconnaît pas son bon ami Cornibolo?

— Cornibolo! répéta la Canarienne en le dévisageant, mais si... mais si!... Tu me dois, depuis dix ans, trois réaux que tu me payeras en payant d'avance la consommation!

— Belle mémoire! Et confiance qui m'honore!... Tenez! carcasse édentée, voici une piastre à colonnes!

— Que faut-il servir à Votre Seigneurie? demanda la cabaretière enchantée.

— Bouteille de ton meilleur, deux verres, et assois-toi là; je viens pour affaire de traite...

— Plus bas, seigneur.

— J'ai besoin d'un homme entendu aussi confiant que toi!

Cette aimable allusion fit sourire la Tornazasa que Zurban acheva de charmer en comparant sa bouche au cratère du pic de Ténériffe.

— S'agit-il d'acheter ou de vendre? demanda-t-elle.

— De l'un et de l'autre, mais sans fato (1) pas d'ébène (2)

(1) Marchandise d'échange.
(2) Esclave à vendre.
— Sans monnaie pas de singe.
— Parfaitement dit.
— Eh bien! mon fils Tornazo, qui s'exerce par là à jouer du couteau, pourrait bien faire ton affaire.
— Un troisième verre, la belle, et va le chercher.
Tornazo ne tarda point à comparaître. C'était un gaillard bâti en athlète, cheveux bruns et plats, nez aquilin, teint olivâtre, grand air.
Avant de s'asseoir, il salua courtoisement, et ne se permit d'allumer sa cigarette qu'après en avoir demandé l'autorisation à Sa Seigneurie Cornibolo, qu'il n'avait jusqu'à ce jour l'honneur de connaître que de réputation.

Les deux Espagnols s'entre-regardèrent avec un sérieux de mauvais augure. Des Français auraient eu peut-

quelques drôles de mauvaise mine.